

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE

F. 99 — 783

[S - C - 99/16044]

**5 FEVRIER 1999. — Loi portant des dispositions diverses
et relatives à la qualité des produits agricoles (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modification de la loi du 15 février 1961
portant création d'un Fonds d'investissement agricole*

Art. 2. L'article 5 de la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole est abrogé avec effet au 1^{er} janvier 1996.

CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 11 juillet 1969 relative aux
pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la
sylviculture et l'élevage*

Art. 3. A l'article 1^{er} de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le texte français de l'alinéa 1^{er}, 1°, est remplacé comme suit :

« 1° tout matériel de reproduction générative ou végétative, tels les semences et les plants; ».

2° Le dernier alinéa est remplacé comme suit :

« Les produits de la ferme non transformés, destinés à la fertilisation du sol, ne tombent pas sous l'application de la présente loi. ».

Art. 4. Un article 1^{er} *bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 1^{er} *bis*. Pour l'application de la présente loi, sont assimilées aux matières premières les matières destinées aux aliments pour animaux familiaux. ».

Art. 5. A l'article 2 de la même loi les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « des détenteurs d'animaux familiaux, » sont insérés entre les mots « des éleveurs, » et « des distributeurs ».

2° Dans le § 2, les mots « d'une somme fixe » sont remplacés par les mots « d'une rétribution ou d'une cotisation obligatoire ».

3° Au § 2, la phrase suivante est ajoutée :

« Les arrêtés royaux relatifs aux cotisations obligatoires sont abrogés, lorsqu'ils n'ont pas été confirmés par le législateur dans l'année qui suit celle de leur publication au *Moniteur belge*. ».

Art. 6. A l'article 3 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « erreur sur une » sont remplacés par les mots « écart du producteur, consciemment ou inconsciemment, d'une ».

2° Le § 3 est abrogé.

3° Dans le § 2, alinéa 1^{er}, et dans le § 4 le mot « nullité » est remplacé par le mot « résolution ».

Art. 7. A l'article 6 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° L'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les infractions aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution sont recherchées et constatées par les agents judiciaires auprès des parquets, les membres de la gendarmerie et les agents de la police communale, ainsi que, selon le cas, par les fonctionnaires et les agents du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, désignés par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions, les fonctionnaires de l'Inspection pharmaceutique, les agents de l'Administration des Douanes et Accises, les inspecteurs et contrôleurs de l'Inspection générale des Denrées alimentaires, les inspecteurs et contrôleurs de l'Administration de l'Inspection économique et les autres fonctionnaires et agents désignés par le Roi. ».

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW

N. 99 — 783

[S - C - 99/16044]

**5 FEBRUARI 1999. — Wet houdende diverse bepalingen
en betreffende de kwaliteit van de landbouwproducten (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet van 15 februari 1961
houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds*

Art. 2. Artikel 5 van de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds wordt opgeheven met uitwerking vanaf 1 januari 1996.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 11 juli 1969 betreffende de
bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw,
bosbouw en veeteelt*

Art. 3. Aan artikel 1 van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° De Franse tekst van het eerste lid, 1°, wordt vervangen als volgt :

« 1° tout matériel de reproduction générative ou végétative, tels les semences et les plants; ».

2° Het laatste lid wordt vervangen als volgt :

« Onbewerkte hoeveproducten die voor de bemesting van de grond bestemd zijn, vallen niet onder de gelding van deze wet. ».

Art. 4. Een artikel 1*bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 1*bis*. Voor de toepassing van deze wet worden gelijkgesteld met grondstoffen, de stoffen bestemd voor voeders voor huisdieren. ».

Art. 5. In artikel 2 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, eerste lid, worden tussen de woorden « de telers, » en « de verdelers » de woorden « de houders van huisdieren, » ingevoegd.

2° In § 2 worden de woorden « van een vast bedrag » vervangen door de woorden « van een vergoeding of een verplichte bijdrage ».

3° Aan § 2 wordt de volgende zin toegevoegd :

« De koninklijke besluiten betreffende de verplichte bijdragen worden opgeheven wanneer zij door de wetgever niet werden bekrachtigd in het jaar volgend op dat van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. ».

Art. 6. In artikel 3 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 2, eerste lid, worden de woorden « dwaling omtrent » vervangen door de woorden « afwijking door de producent, bewust of onbewust, van ».

2° § 3 wordt opgeheven.

3° In § 2, eerste lid, en in § 4 wordt het woord « nietigverklaring » vervangen door het woord « ontbinding ».

Art. 7. In artikel 6 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Onverminderd de ambtsbevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie, wordt overtreding van deze wet en van de ter uitvoering daarvan genomen besluiten opgespoord en vastgesteld door de gerechtelijke agenten bij de parketten, de leden van de rijkswacht en de ambtenaren van de gemeentepolitie, alsmede, naar gelang van het geval, door de ambtenaren en beambten van het Ministerie van Middenstand en Landbouw, aangeduid door de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft, de ambtenaren van de Farmaceutische Inspectie, de ambtenaren van het Bestuur der Douane en Accijnzen, de inspecteurs en controleurs van de Algemene Eetwareninspectie, de inspecteurs en controleurs van het Bestuur Economische Inspectie en de andere ambtenaren en beambten hiertoe door de Koning aangewezen. ».

2° L'alinéa 2 est abrogé.

3° Dans l'alinéa 7, les mots « renseignements et documents » sont remplacés par les mots « renseignements, documents et supports informatiques de données ».

4° Un alinéa 8 est inséré, rédigé comme suit :

« Si des documents et supports informatiques de données sont emportés, il en est dressé sur le champ un inventaire détaillé dont une copie est remise au détenteur. ».

Art. 8. Un article 6*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 6*bis*. Lorsqu'une infraction à la présente loi ou à un de ses arrêtés d'exécution est constatée, les agents de l'autorité visés à l'article 6 de la présente loi peuvent adresser au contrevenant un avertissement le mettant en demeure de mettre fin à cette infraction.

L'original de l'avertissement est envoyé au contrevenant dans les quinze jours de la constatation de l'infraction.

L'avertissement mentionne :

a) les faits imputés et la ou les dispositions légales enfreintes;

b) le délai dans lequel il doit y être mis fin;

c) qu'au cas où il n'est pas donné suite à l'avertissement, un procès-verbal sera dressé et transmis au procureur du Roi. ».

Art. 9. A l'article 8, § 1^{er}, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le liminaire, les mots « quinze jours à trois mois et d'une amende de 100 à 2 000 francs » sont remplacés par les mots « quinze jours à cinq ans et d'une amende de 100 à 10 000 francs ».

2° Dans le texte français du 4°, le mot « soit » est inséré entre les mots « présente loi » et « en employant ».

3° Dans le 8°, les mots « importe ou exporte » sont remplacés par le mot « importe ».

4° Le § 1^{er} est complété comme suit :

« 10° celui qui exporte une matière première dont l'exportation est interdite ou celui qui exporte une matière première en faisant mention d'usages interdits ou non admis dans le pays de destination;

11° celui qui utilise une matière première dans des conditions ou pour un usage interdits ou non admis en vertu d'un arrêté pris en exécution des articles 2 ou 5. ».

Art. 10. L'article 10 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. § 1^{er}. Les infractions à la présente loi ou aux arrêtés pris en exécution de celle-ci peuvent faire l'objet de poursuites pénales ou d'une amende administrative.

Le fonctionnaire verbalisant envoie le procès-verbal qui constate le délit au procureur du Roi ainsi qu'une copie au fonctionnaire désigné par le Roi.

§ 2. Le procureur du Roi décide s'il y a lieu ou non d'intenter des poursuites pénales.

Les poursuites pénales excluent l'application d'une amende administrative, même si un acquittement les clôture.

§ 3. Le procureur du Roi dispose d'un délai de trois mois à compter du jour de la réception du procès-verbal pour notifier sa décision au fonctionnaire désigné par le Roi.

Dans le cas où le procureur du Roi renonce à intenter des poursuites pénales ou omet de notifier sa décision dans le délai fixé, le fonctionnaire désigné par le Roi, suivant les modalités et conditions qu'il fixe, décide, après avoir mis l'intéressé en mesure de présenter ses moyens de défense, s'il y a lieu de proposer une amende administrative du chef de l'infraction.

2° Het tweede lid wordt opgeheven.

3° In het zevende lid worden de woorden « alle inlichtingen en bescheiden » vervangen door de woorden « ook alle inlichtingen, bescheiden en geïnformatiseerde dragers van gegevens ».

4° Een achtste lid wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« Indien bescheiden en geïnformatiseerde dragers van gegevens worden meegenomen, wordt er ter plaatse een omstandige inventaris van opgemaakt, waarvan een kopie aan de houder wordt overhandigd. ».

Art. 8. Een artikel 6*bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 6*bis*. Wanneer een overtreding van deze wet of van één van de uitvoeringsbesluiten wordt vastgesteld, kunnen de agenten van de overheid bedoeld in artikel 6 van deze wet een waarschuwing richten aan de overtreder en hem aanmanen een einde te maken aan deze overtreding.

Het origineel van de waarschuwing wordt verstuurd naar de overtreder binnen de vijftien dagen na de vaststelling van de overtreding.

De waarschuwing vermeldt :

a) de ten laste gelegde feiten en de overtreden wettelijke bepalingen;

b) de termijn binnen dewelke een einde moet komen aan de overtreding;

c) dat, als geen gevolg gegeven wordt aan de waarschuwing, een proces-verbaal zal opgesteld worden en overgezonden naar de procureur des Konings. ».

Art. 9. In artikel 8, § 1, van dezelfde wet, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de inleidende zin worden de woorden « vijftien dagen tot drie maanden en met geldboete van 100 tot 2 000 frank » vervangen door de woorden « vijftien dagen tot vijf jaar en met geldboete van 100 tot 10 000 frank ».

2° In de Franse tekst van 4° wordt het woord « soit » ingevoegd tussen de woorden « présente loi » en « en employant ».

3° In 8° worden de woorden « in- of uitvoert » vervangen door het woord « invoert ».

4° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« 10° hij die een grondstof, waarvan de uitvoer verboden is, uitvoert of hij die een grondstof uitvoert met vermelding van Toepassingen die verboden of niet toegelaten zijn in het land van bestemming;

11° hij die een grondstof gebruikt in omstandigheden of voor een toepassing die verboden of niet toegelaten is krachtens een besluit genomen in uitvoering van de artikelen 2 of 5. ».

Art. 10. Artikel 10 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. § 1. Overtredingen van deze wet of van de besluiten tot uitvoering ervan kunnen het voorwerp uitmaken van strafrechtelijke vervolgingen of van een administratieve geldboete.

De verbaliserende ambtenaar stuurt het proces-verbaal dat het misdrijf vaststelt aan de procureur des Konings alsook een afschrift ervan aan de door de Koning aangewezen ambtenaar.

§ 2. De procureur des Konings beslist of hij al dan niet strafrechtelijk vervolgt.

Strafvervolgning sluit administratieve geldboete uit, ook wanneer de vervolging tot vrijspraak heeft geleid.

§ 3. De procureur des Konings beschikt over een termijn van drie maanden, te rekenen van de dag van ontvangst van het proces-verbaal om van zijn beslissing kennis te geven aan de door de Koning aangewezen ambtenaar.

Ingeval de procureur des Konings van strafvervolgning afziet of verzuimt binnen de gestelde termijn van zijn beslissing kennis te geven, beslist de door de Koning aangewezen ambtenaar overeenkomstig de modaliteiten en voorwaarden die hij bepaalt, nadat de betrokkene de mogelijkheid geboden werd zijn verweermiddelen naar voor te brengen, of wegens het misdrijf een administratieve geldboete moet worden voorgesteld.

§ 4. La décision du fonctionnaire est motivée et fixe le montant de l'amende administrative qui ne peut être inférieur à la moitié du minimum de l'amende prévue par la disposition légale violée, ni supérieur au quintuple de ce minimum.

Toutefois, ces montants sont toujours majorés des décimes additionnels fixés pour les amendes pénales.

En outre, les frais d'expertise sont mis à charge du contrevenant.

§ 5. En cas de concours d'infractions, les montants des amendes administratives sont cumulés, sans que leur total ne puisse excéder le double du maximum prévu au § 4.

§ 6. La décision, visée au § 4 du présent article, est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste en même temps qu'une invitation à acquitter l'amende dans le délai fixé par le Roi. Cette notification éteint l'action publique; le paiement de l'amende administrative met fin à l'action de l'administration.

§ 7. Si l'intéressé demeure en défaut de payer l'amende et les frais d'expertise dans le délai fixé, le fonctionnaire requiert la condamnation à l'amende et aux frais d'expertise devant le tribunal compétent. Les dispositions du Code judiciaire, notamment la quatrième partie, livre II et livre III, sont applicables.

§ 8. Il ne peut être infligé d'amende administrative cinq ans après le fait constitutif d'une infraction prévue par la présente loi.

Toutefois, les actes d'instruction ou de poursuite faits dans le délai déterminé à l'alinéa 1er de ce paragraphe interrompent le cours.

Ces actes font courir un nouveau délai d'égale durée, même à l'égard des personnes qui n'y sont pas impliquées.

§ 9. Le Roi détermine les règles de procédure applicables en matière d'amendes administratives.

Les amendes administratives sont versées au Fonds budgétaire des matières premières du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture.

§ 10. La personne morale dont le contrevenant est l'organe ou le préposé est également responsable du paiement de l'amende administrative. ».

Art. 11. La même loi est complétée par un article 16, rédigé comme suit :

« Art. 16. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prendre dans le cadre de la présente loi toutes mesures nécessaires à l'exécution des obligations qui découlent des traités internationaux et des actes internationaux pris en vertu de ceux-ci, ces mesures pouvant comporter l'abrogation et la modification de dispositions légales. ».

CHAPITRE IV. — *Modification de la loi du 2 avril 1971 relative à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux*

Art. 12. A l'article 2 de la loi du 2 avril 1971 relative à la lutte contre les organismes nuisibles au végétaux et aux produits végétaux, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 1^{er}, 4, sont ajoutés les mots : « et de passeports phytosanitaires ».

2° Au § 1^{er}, il est ajouté la disposition suivante :

« 10. subordonner les activités des personnes effectuant les opérations couvertes par le § 1^{er}, 4, à une immatriculation et à un agrément préalable accordé par le ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions ou par l'organisme ou le fonctionnaire délégué à cette fin par ledit ministre. ».

Art. 13. A l'article 3 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le § 1^{er}, alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les infractions aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution sont recherchées et constatées par les agents judiciaires auprès des parquets, les membres de la gendarmerie et les agents de la police communale, par les fonctionnaires et agents du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, désignés par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions, les agents de l'Administration des Douanes et Accises, ainsi que les fonctionnaires et agents désignés par le Roi. ».

§ 4. De beslissing van de ambtenaar is met redenen omkleed en bepaalt het bedrag van de administratieve geldboete die niet lager mag zijn dan de helft van het minimum van de geldboete bepaald door de overtreden wettelijke bepaling, noch hoger dan het vijfvoudige van dit minimum.

Nochtans worden deze bedragen altijd vermeerderd met de opdecimen vastgesteld voor de strafrechtelijke geldboeten.

Bovendien worden de expertisecosten ten laste gelegd van de overtreder.

§ 5. Bij samenloop van misdrijven worden de bedragen van de administratieve geldboeten samengevoegd, zonder dat deze samen hoger mogen zijn dan het dubbel van het maximumbedrag bedoeld in § 4.

§ 6. De beslissing bedoeld in § 4 van dit artikel wordt aan de betrokkene bekendgemaakt bij een ter post aangetekende brief samen met een verzoek tot betaling van de boete binnen de door de Koning gestelde termijn. Deze kennisgeving doet de strafvordering vervallen; de betaling van de administratieve geldboete maakt een einde aan de vordering van de administratie.

§ 7. Blijft de betrokkene in gebreke om de geldboete en de expertisecosten binnen de gestelde termijn te betalen, dan vordert de ambtenaar de veroordeling tot de geldboete en de expertisecosten voor de bevoegde rechtbank. De bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid die van het vierde deel, boek II en boek III, zijn van toepassing.

§ 8. Geen administratieve geldboete kan worden opgelegd vijf jaar na het feit dat een bij deze wet bedoeld misdrijf oplevert.

De daden van onderzoek of van vervolging verricht binnen de in het eerste lid van deze paragraaf gestelde termijn stuiten de loop ervan.

Met die daden begint een nieuwe termijn van gelijke duur te lopen, zelfs ten aanzien van personen die daarbij niet betrokken waren.

§ 9. De Koning bepaalt de procedureregelen die toepasselijk zijn op de administratieve geldboeten.

De administratieve geldboeten worden gestort op het Begrotingsfonds voor de grondstoffen van het Ministerie van Middenstand en Landbouw.

§ 10. De rechtspersoon, waarvan de overtreder orgaan of aangestelde is, is eveneens aansprakelijk voor de betaling van de administratieve geldboete. ».

Art. 11. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 16, luidend als volgt :

« Art. 16. De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit binnen het toepassingsgebied van deze wet alle maatregelen treffen die nodig zijn ter uitvoering van de verplichtingen die voortvloeien uit internationale verdragen en de krachtens deze verdragen tot stand gekomen internationale akten, welke maatregelen de opheffing en de wijziging van wetsbepalingen kunnen inhouden.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van de wet van 2 april 1971 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen*

Art. 12. Aan artikel 2 van de wet van 2 april 1971 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° Aan § 1, 4, worden de woorden : « en fytosanitaire paspoorten » toegevoegd.

2° Aan § 1 wordt de volgende bepaling toegevoegd :

« 10. de activiteiten van de personen die de werkzaamheden bedoeld in § 1, 4, uitoefenen, onderwerpen aan een registratie en aan een voorafgaandelijke erkenning verleend door de minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort of door een door hem daartoe gemachtigd organisme of ambtenaar. ».

Art. 13. Aan artikel 3 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd de ambtsbevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie wordt overtreding van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten opgespoord en vastgesteld door de gerechtelijke agenten bij de parketten, de leden van de rijkswacht en de ambtenaren van de gemeentepolitie, door de ambtenaren en beamtben van het Ministerie van Middenstand en Landbouw, aangeduid door de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft, de ambtenaren van het Bestuur der Douane en Accijnzen, evenals door de hiertoe door de Koning aangewezen ambtenaren en beamtben. ».

2° Dans le § 1^{er}, alinéa 5, les mots « et documents » sont remplacés par les mots «, documents et supports informatiques de données ».

3° Dans le § 1^{er} un alinéa 6 est inséré, rédigé comme suit :

« Si des documents et supports informatiques de données sont emportés, il en est dressé sur le champ un inventaire détaillé dont une copie est remise au détenteur. ».

4° Le § 2, alinéa 1^{er} est abrogé.

Art. 14. Un article 3*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 3*bis*. Lorsqu'une infraction à la présente loi ou à un des ses arrêtés d'exécution est constatée, les agents de l'autorité visés à l'article 3 de la présente loi peuvent adresser au contrevenant un avertissement le mettant en demeure de mettre fin à cette infraction.

L'original de l'avertissement est envoyé au contrevenant dans les quinze jours de la constatation de l'infraction.

L'avertissement mentionne :

- a) les faits imputés et la ou les dispositions légales enfreintes;
- b) le délai dans lequel il doit y être mis fin;

c) qu'au cas où il n'est pas donné suite à l'avertissement, un procès-verbal sera dressé et transmis au procureur du Roi. ».

Art. 15. A l'article 4, § 1^{er}, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans la phrase liminaire, les mots « quinze jours à trois mois et d'une amende de cent francs à trois mille francs » sont remplacés par les mots « quinze jours à cinq ans et d'une amende de 100 à 10 000 francs ».

2° Au 2°, les mots « lorsque la destruction ou la désinfection est ordonnée » sont remplacés par les mots « ou de prendre d'autres mesures, lorsque la destruction, la désinfection ou d'autres mesures sont ordonnées ».

Art. 16. Un article 5*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 5*bis*. § 1^{er}. Les infractions à la présente loi ou aux arrêtés pris en exécution de celle-ci peuvent faire l'objet de poursuites pénales ou d'une amende administrative.

Le fonctionnaire verbalisant envoie le procès-verbal qui constate le délit au procureur du Roi ainsi qu'une copie au fonctionnaire désigné par le Roi.

§ 2. Le procureur du Roi décide s'il y a lieu ou non de poursuivre pénalement.

Les poursuites pénales excluent l'application d'une amende administrative, même si un acquittement les clôture.

§ 3. Le procureur du Roi dispose d'un délai de trois mois à compter du jour de la réception du procès-verbal pour notifier sa décision au fonctionnaire désigné par le Roi.

Dans le cas où le procureur du Roi renonce à intenter des poursuites pénales ou omet de notifier sa décision dans le délai fixé, le fonctionnaire désigné par le Roi, suivant les modalités et conditions qu'il fixe, décide, après avoir mis l'intéressé en mesure de présenter ses moyens de défense, s'il y a lieu de proposer une amende administrative du chef de l'infraction.

§ 4. La décision du fonctionnaire est motivée et fixe le montant de l'amende administrative qui ne peut être inférieur à la moitié du minimum de l'amende prévue par la disposition légale violée, ni supérieur au quintuple de ce minimum.

Toutefois, ces montants sont toujours majorés des décimes additionnels fixés pour les amendes pénales.

En outre, les frais d'expertise sont mis à charge du contrevenant.

§ 5. En cas de concours d'infractions, les montants des amendes administratives sont cumulés, sans que leur total ne puisse excéder le double du maximum prévu au § 4.

2° In § 1, vijfde lid, worden de woorden « en bescheiden » vervangen door de woorden «, bescheiden en geïnformatiseerde dragers van gegevens ».

3° In § 1 wordt een zesde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Indien documenten en geïnformatiseerde dragers van gegevens worden meegenomen, wordt er ter plaatse een omstandige inventaris van opgemaakt, waarvan een kopie aan de houder wordt overhandigd. ».

4° § 2, eerste lid, wordt opgeheven.

Art. 14. Een artikel 3*bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 3*bis*. Wanneer een overtreding van deze wet of van één van de uitvoeringsbesluiten wordt vastgesteld, kunnen de agenten van de overheid bedoeld in artikel 3 van deze wet een waarschuwing richten aan de overtreder en hem aanmanen een einde te maken aan deze overtreding.

Het origineel van de waarschuwing wordt verstuurd naar de overtreder binnen de vijftien dagen na de vaststelling van de overtreding.

De waarschuwing vermeldt :

- a) de tenlastegelegde feiten en de overtreden wettelijke bepaling(en);
- b) de termijn binnen dewelke een einde moet komen aan de overtreding;
- c) dat, als geen gevolg gegeven wordt aan de waarschuwing, een proces-verbaal zal opgesteld worden en overgezonden naar de procureur des Konings. ».

Art. 15. Aan artikel 4, § 1, van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de inleidende zin worden de woorden « vijftien dagen tot drie maanden en met geldboete van honderd tot drieduizend frank » vervangen door de woorden « vijftien dagen tot vijf jaar en met geldboete van 100 tot 10 000 frank ».

2° In het 2° worden de woorden « te vernietigen of te ontsmetten, wanneer de vernietiging of de ontsmetting bevolen is » vervangen door de woorden « te vernietigen, te ontsmetten of andere maatregelen te nemen, wanneer de vernietiging, de ontsmetting of andere maatregelen bevolen zijn ».

Art. 16. Een artikel 5*bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 5*bis*. § 1. Overtredingen van deze wet of van de besluiten tot uitvoering ervan kunnen het voorwerp uitmaken van strafrechtelijke vervolgingen of van een administratieve geldboete.

De verbaliserende ambtenaar stuurt het proces-verbaal dat het misdrijf vaststelt aan de procureur des Konings alsook een afschrift ervan aan de door de Koning aangewezen ambtenaar.

§ 2. De procureur des Konings beslist of hij al dan niet strafrechtelijk vervolgt.

Strafvervolgning sluit administratieve geldboete uit, ook wanneer de vervolging tot vrijspraak heeft geleid.

§ 3. De procureur des Konings beschikt over een termijn van drie maanden, te rekenen van de dag van ontvangst van het proces-verbaal om van zijn beslissing kennis te geven aan de door de Koning aangewezen ambtenaar.

Ingeval de procureur des Konings van strafvervolgning afziet of verzuimt binnen de gestelde termijn van zijn beslissing kennis te geven, beslist de door de Koning aangewezen ambtenaar overeenkomstig de modaliteiten en voorwaarden die Hij bepaalt, of wegens het misdrijf een administratieve geldboete moet worden voorgesteld, nadat de betrokkene de mogelijkheid geboden werd zijn verweermiddelen naar voor te brengen.

§ 4. De beslissing van de ambtenaar is met redenen omkleed en bepaalt het bedrag van de administratieve geldboete die niet lager mag zijn dan de helft van het minimum van de geldboete bepaald door de overtreden wettelijke bepaling, noch hoger dan het vijfvoudige van dit minimum.

Nochtans worden deze bedragen altijd vermeerderd met de opdecimen vastgesteld voor de strafrechtelijke geldboeten.

Bovendien worden de expertisecosten ten laste gelegd van de overtreder.

§ 5. Bij samenloop van misdrijven worden de bedragen van de administratieve geldboeten samengevoegd, zonder dat deze samen hoger mogen zijn dan het dubbel van het maximumbedrag bedoeld in § 4.

§ 6. La décision, visée au § 4 du présent article, est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste en même temps qu'une invitation à acquitter l'amende dans le délai fixé par le Roi. Cette notification éteint l'action publique; le paiement de l'amende administrative met fin à l'action de l'administration.

§ 7. Si l'intéressé demeure en défaut de payer l'amende et les frais d'expertise dans le délai fixé, le fonctionnaire requiert la condamnation à l'amende et aux frais d'expertise devant le tribunal compétent. Les dispositions du Code judiciaire, notamment la quatrième partie, livre II et livre III, sont applicables.

§ 8. Il ne peut être infligé d'amende administrative cinq ans après le fait constitutif d'une infraction prévue par la présente loi.

Toutefois, les actes d'instruction ou de poursuite faits dans le délai déterminé à l'alinéa 1er de ce paragraphe interrompent le cours.

Ces actes font courir un nouveau délai d'égale durée, même à l'égard des personnes qui n'y sont pas impliquées.

§ 9. Le Roi détermine les règles de procédure applicables en matière d'amendes administratives.

Les amendes administratives sont versées au Fonds pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux du ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture.

§ 10. La personne morale dont le contrevenant est l'organe ou le préposé est également responsable du paiement de l'amende administrative. ».

Art. 17. La même loi est complétée par un article 11, rédigé comme suit :

« Art. 11. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prendre, dans le cadre de la présente loi, toutes mesures nécessaires à l'exécution des obligations qui découlent des traités internationaux et d'actes internationaux pris en vertu de ces traités, ces mesures pouvant inclure l'abrogation et la modification de dispositions légales. ».

Art. 18. Les mots « le Service pour la protection des végétaux », « ce service » et « le même service » mentionnés à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, § 2, alinéas 1^{er}, 2 et 3 et § 3, à l'article 6, alinéas 2, 3 et 4 et à l'article 7 de la même loi sont remplacés par les mots « l'Administration de la Qualité des Matières premières et du Secteur végétal », « cette administration » et « la même administration ».

A l'article 7 de la même loi les mots « dont il présume » sont remplacés par les mots « dont elle présume ».

Art. 19. Les mots « le Ministre de l'Agriculture » mentionnés à l'article 2, § 2, à l'article 3, § 2, alinéa 3 et à l'article 3, § 3, de la même loi sont remplacés par les mots « le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions ».

CHAPITRE V. — *Modification de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime*

Art. 20. A l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime les mots « lait de vache » sont remplacés par les mots « lait des animaux ».

Art. 21. L'article 3, § 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 29 décembre 1990, est complété par un 7^o, rédigé comme suit :

« 7^o déterminer dans quelle mesure et sous quelles conditions une indemnité ou une avance peut être accordée en cas d'interdiction de mise dans le commerce pour des motifs de santé publique ou de santé animale. Dans ce cas, l'Etat belge peut recouvrer les charges financières de l'interdiction de mise dans le commerce auprès du responsable présumé ou prouvé de la cause de l'interdiction. ».

Art. 22. L'article 4 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Sans préjudice des dispositions de l'article 3 de la présente loi, le Roi peut déterminer les conditions dans lesquelles le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions agréé des organisations professionnelles représentatives de producteurs, d'acheteurs et/ou de transformateurs de certains produits et approuve les règles arrêtées par ces organisations professionnelles représentatives en matière de production et de mise sur le marché de certains produits.

§ 6. De beslissing bedoeld in § 4 van dit artikel wordt aan de betrokkene bekendgemaakt bij een ter post aangetekende brief samen met een verzoek tot betaling van de boete binnen de door de Koning gestelde termijn. Deze kennisgeving doet de strafvordering vervallen; de betaling van de administratieve geïboete maakt een einde aan de vordering van de administratie.

§ 7. Blijft de betrokkene in gebreke om de geldboete en de expertisekosten binnen de gestelde termijn te betalen, dan vordert de ambtenaar de veroordeling tot de geldboete en de expertisekosten voor de bevoegde rechtbank. De bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid die van het vierde deel, boek II en boek III, zijn van toepassing.

§ 8. Geen administratieve geldboete kan worden opgelegd vijf jaar na het feit dat een bij deze wet bedoeld misdrijf oplevert.

De daden van onderzoek of van vervolging verricht binnen de in het eerste lid van deze paragraaf gestelde termijn stuiten de loop ervan.

Met die daden begint een nieuwe termijn van gelijke duur te lopen, zelfs ten aanzien van personen die daarbij niet betrokken waren.

§ 9. De Koning bepaalt de procedureregelen die toepasselijk zijn op de administratieve geldboeten.

De administratieve geldboeten worden gestort op het Fonds voor de productie en de bescherming van planten en plantaardige producten van het Ministerie van Middenstand en Landbouw.

§ 10. De rechtspersoon, waarvan de overtreder orgaan of aangestelde is, is eveneens aansprakelijk voor de betaling van de administratieve geldboete. ».

Art. 17. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 11, luidend als volgt :

« Art. 11. De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit binnen het toepassingsgebied van deze wet alle maatregelen treffen die nodig zijn ter uitvoering van de verplichtingen die voortvloeien uit internationale verdragen en van internationale akten in het kader van deze verdragen getroffen, welke maatregelen de opheffing en de wijziging van wetsbepalingen kunnen inhouden. ».

Art. 18. De woorden « de Dienst voor plantenbescherming », « deze dienst » en « dezelfde dienst » vermeld in artikel 3, § 1, eerste lid, § 2, eerste, tweede en derde lid, en § 3, artikel 6, tweede, derde en vierde lid en artikel 7 van dezelfde wet worden vervangen door de woorden « het Bestuur voor de Kwaliteit van de Grondstoffen en de Plantaardige Sector », « dit bestuur » en « hetzelfde bestuur ».

In artikel 7 van dezelfde wet worden de woorden « waarvan hij vermoedt » vervangen door de woorden « waarvan het vermoedt ».

Art. 19. De woorden « de Minister van Landbouw » vermeld in artikel 2, § 2, artikel 3, § 2, derde lid en artikel 3, § 3, van dezelfde wet worden vervangen door de woorden « de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft ».

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw-, en zeevisserijproducten*

Art. 20. In artikel 1, tweede lid, van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten wordt het woord « koemelk » vervangen door de woorden « melk van dieren ».

Art. 21. Artikel 3, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990, wordt aangevuld met een 7^o, luidend als volgt :

« 7^o bepalen in welke mate en onder welke voorwaarden een vergoeding of een voorschot kan verleend worden bij een verbod tot het in de handel brengen om redenen van volksgezondheid of dierengezondheid. In dat geval kan de Belgische Staat de financiële last van het verbod tot het in de handel brengen terugvorderen van de vermoedelijke of bewezen verantwoordelijke van de oorzaak van het verbod. ».

Art. 22. Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. Onverminderd de bepalingen van artikel 3 van deze wet, kan de Koning de voorwaarden bepalen waaronder de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft representatieve beroepsorganisaties van producenten, kopers en/of van verwerkers van bepaalde producten erkent en regels goedkeurt die deze representatieve beroepsorganisaties inzake de productie en het op de markt brengen van bepaalde producten vaststellen.

Les organisations professionnelles représentatives agréées se soumettent au contrôle du Ministre et de ses délégués.

Les règles approuvées ont les effets juridiques de règlements et lient les catégories de personnes concernées. Elles sont publiées au *Moniteur belge* en annexe à l'arrêté ministériel d'approbation.

L'arrêté ministériel d'approbation produit ses effets à partir de la date de l'entrée en vigueur des règles. Il cesse de produire ses effets à l'expiration de la durée des règles. ».

Art. 23. A l'article 5 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 25 octobre 1995, les modifications suivantes sont apportées :

1° L'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les infractions aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution sont recherchées et constatées par les agents judiciaires auprès des parquets, les membres de la gendarmerie et les agents de la police communale, ainsi que selon le cas les fonctionnaires et agents du ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, désignés par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions, les médecins vétérinaires agréés désignés par le ministre, les membres du personnel du Bureau d'Intervention et de Restitution belge, les agents de l'Administration des Douanes et Accises, les inspecteurs et contrôleurs de l'inspection générale des Denrées alimentaires, les vétérinaires-fonctionnaires de l'Institut d'Expertise vétérinaire, les inspecteurs et contrôleurs de l'Administration de l'inspection économique, les commissaires maritimes et leurs agents, les officiers des navires gardes-pêche maritimes et les autres fonctionnaires désignés par le Roi. Ils peuvent faire des constatations sur la base d'observations faites par voies aériennes, en mer ou sur terre à l'aide de tous les moyens techniques disponibles. ».

2° A l'alinéa 5, les mots « bateaux de pêche, abattoirs, locaux de découpe, installations de congélation, » sont insérés après le mot « minques ».

3° L'alinéa 6 est remplacé par la disposition suivante :

« Ils ne peuvent procéder à la visite des lieux servant à l'habitation si ce n'est en vertu d'une autorisation du juge au tribunal de police. ».

4° Dans l'alinéa 7 les mots « et documents » sont remplacés par les mots « , documents et supports informatiques de données ».

5° Un alinéa 8 est ajouté, rédigé comme suit :

« Si des documents et supports informatiques de données sont emportés, il en est dressé sur le champ un inventaire détaillé dont une copie est remise au détenteur. ».

Art. 24. Un article *5bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. *5bis*. Lorsqu'une infraction à la présente loi ou à un de ses arrêtés d'exécution est constatée, les agents de l'autorité visés à l'article 5 de la présente loi peuvent adresser au contrevenant un avertissement le mettant en demeure de mettre fin à cette infraction.

L'original de l'avertissement est envoyé au contrevenant dans les quinze jours de la constatation de l'infraction.

L'avertissement mentionne :

- a) les faits imputés et la ou les dispositions légales enfreintes;
- b) le délai dans lequel il doit y être mis fin;
- c) qu'au cas où il n'est pas donné suite à l'avertissement, un procès-verbal sera dressé et transmis au procureur du Roi. ».

Art. 25. La phrase introductive de l'article 6, § 1^{er}, de la même loi est remplacée par la disposition suivante :

« Sans préjudice de l'application éventuelle des peines plus sévères prévues, soit par le Code pénal soit par l'article 231 de l'arrêté royal du 18 juillet 1977 portant coordination des dispositions générales relatives aux douanes et Accises, est puni d'un emprisonnement de quinze jours à cinq ans et d'une amende de cent francs à cent mille francs ou de l'une de ces peines seulement : ».

De erkende representatieve beroepsorganisaties onderwerpen zich aan het toezicht van de Minister en zijn afgevaardigden.

De goedgekeurde regels hebben de rechtsgevolgen van verordeningen en binden de categorieën van betrokken personen. Zij worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* als bijlage bij het ministerieel besluit tot goedkeuring.

Het ministerieel besluit tot goedkeuring heeft uitwerking met ingang van de datum waarop de regels in werking treden. Het houdt op uitwerking te hebben bij het verstrijken van de duur van deze regels. ».

Art. 23. In artikel 5 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 oktober 1995, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Onverminderd de ambtsbevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie wordt overtreding van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten opgespoord en vastgesteld door de gerechtelijke agenten bij de parketten, de leden van de rijkswacht en de ambtenaren van de gemeentelijke politie, alsmede naargelang van het geval de ambtenaren en beambten van het Ministerie van Middenstand en Landbouw, aangeduid door de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft, de erkende dierenartsen door de minister aangewezen, de personeelsleden van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau, de ambtenaren van het Bestuur der Douane en Accijnzen, de inspecteurs en controleurs van de Algemene Eetwareninspectie, de dierenartsenambtenaren van het Instituut voor Veterinaire Keuring, de inspecteurs en controleurs van het Bestuur der Economische Inspectie, de waterschouten en hun agenten, de officieren van de zeevisserijwacht-schepen en de andere ambtenaren aangewezen door de Koning. Zij mogen vaststellingen verrichten op grond van waarnemingen vanuit de lucht, de zee of het land met behulp van alle beschikbare technische middelen. ».

2° In het vijfde lid worden de woorden « vissersvaartuigen, slachthuizen, versnijdingslokalen, diepvriesinstallaties, » ingevoegd na het woord « vismijnen ».

3° Het zesde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Zij mogen de plaatsen die tot woning dienen, slechts bezoeken met verlof van de rechter in de politierechtbank. ».

4° In het zevende lid worden de woorden « en bescheiden » vervangen door de woorden « , bescheiden en geïnformatiseerde dragers van gegevens ».

5° Een achtste lid wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« Indien bescheiden en geïnformatiseerde dragers van gegevens worden meegenomen, wordt er ter plaatse een omstandige inventaris van opgemaakt, waarvan één kopie aan de houder wordt overhandigd. ».

Art. 24. Een artikel *5bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. *5bis*. Wanneer een overtreding van deze wet of van één van de uitvoeringsbesluiten wordt vastgesteld, kunnen de agenten van de overheid bedoeld in artikel 5 van deze wet een waarschuwing richten aan de overtreder en hem aanmanen een einde te maken aan deze overtreding.

Het origineel van de waarschuwing wordt verstuurd naar de overtreder binnen de vijftien dagen na de vaststelling van de overtreding.

De waarschuwing vermeldt :

- a) de ten laste gelegde feiten en de overtreden wettelijke bepaling(en);
- b) de termijn binnen dewelke een einde moet komen aan de overtreding;
- c) dat, als geen gevolg gegeven wordt aan de waarschuwing, een proces-verbaal zal opgesteld worden en overgezonden naar de procureur des Konings. ».

Art. 25. De inleidende zin van artikel 6, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Onverminderd de toepassing in voorkomend geval, van de strengere straffen bepaald, hetzij bij het Strafwetboek, hetzij bij artikel 231 van het koninklijk besluit van 18 juli 1977 houdende coördinatie van de algemene bepalingen inzake douane en accijnzen, wordt gestraft met gevangenisstraf van vijftien dagen tot vijf jaar en met een geldboete van honderd frank tot honderdduizend frank of met één van die straffen alleen : ».

Art. 26. L'article 8 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. § 1^{er}. Les infractions à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution peuvent faire l'objet soit de poursuites pénales, soit d'une amende administrative, sans préjudice de la suspension ou du retrait de l'autorisation ou agrément préalable visée à l'article 3, § 1^{er}, 4°.

Le fonctionnaire verbalisant envoie au procureur du Roi le procès-verbal qui constate l'infraction ainsi qu'une copie au fonctionnaire désigné par le Roi.

§ 2. Le procureur du Roi décide s'il y a lieu ou non à des poursuites pénales.

Les poursuites pénales excluent l'application d'une amende administrative, même si un acquittement les clôture.

§ 3. Le procureur du Roi dispose d'un délai de trois mois à compter du jour de la réception du procès-verbal pour notifier sa décision au fonctionnaire désigné par le Roi.

Dans le cas où le procureur du Roi renonce à intenter des poursuites pénales ou omet de notifier sa décision dans le délai fixé, le fonctionnaire désigné par le Roi, suivant les modalités et conditions qu'il fixe, décide, après avoir mis l'intéressé en mesure de présenter ses moyens de défense s'il y a lieu de proposer une amende administrative du chef de l'infraction.

§ 4. La décision du fonctionnaire désigné est motivée et fixe le montant de l'amende administrative qui ne peut être inférieur à la moitié du minimum de l'amende prévue par la disposition légale violée, ni supérieur au quintuple de ce minimum.

Toutefois, ces montants sont toujours majorés des décimes additionnels fixes pour les amendes pénales.

En outre, les frais d'expertise sont mis à charge du contrevenant.

Le cas échéant, l'amende administrative peut être majorée d'un montant qui correspond au profit économique de l'infraction.

§ 5. En cas de concours d'infractions, les montants des amendes administratives sont cumulés, sans que leur total ne puisse excéder le double du maximum prévu au § 4.

§ 6. La décision, visée au § 4 du présent article, est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste en même temps qu'une invitation à acquitter l'amende dans le délai fixé par le Roi. Cette notification éteint l'action publique; le paiement de l'amende administrative met fin à l'action de l'administration.

§ 7. Si l'intéressé demeure en défaut de payer l'amende et les frais d'expertise dans le délai fixé, le fonctionnaire requiert la condamnation à l'amende et aux frais d'expertise devant le tribunal compétent. Les dispositions du Code judiciaire, notamment la quatrième partie, livre II et livre III, sont applicables.

§ 8. Il ne peut être infligé d'amende administrative cinq ans après le fait constitutif d'une infraction prévue par la présente loi.

Toutefois, les actes d'instruction ou de poursuite faits dans le délai déterminé à l'alinéa 1^{er} de ce paragraphe interrompent le cours.

Ces actes font courir un nouveau délai d'égale durée, même à l'égard des personnes qui n'y sont pas impliquées.

§ 9. Le Roi détermine les règles de procédure applicables en matière d'amendes administratives.

Les amendes administratives sont versées, selon l'infraction, soit au Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, soit au Fonds agricole, soit au Fonds pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture.

§ 10. La personne morale dont le contrevenant est l'organe ou le préposé est également responsable du paiement de l'amende administrative. ».

Art. 26. Artikel 8 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 8. § 1. Overtredingen van deze wet en van de besluiten tot uitvoering ervan kunnen het voorwerp uitmaken, hetzij van strafrechtelijke vervolgingen, hetzij van een administratieve geldboete, onverminderd de schorsing of intrekking van de voorafgaande machtiging of erkenning bedoeld bij artikel 3, § 1, 4°.

De verbaliserende ambtenaar stuurt het proces-verbaal dat het misdrijf vaststelt aan de procureur des Konings alsook een afschrift ervan aan de door de Koning aangewezen ambtenaar.

§ 2. De procureur des Konings beslist of hij al dan niet strafrechtelijk vervolgt.

Strafvervolgung sluit administratieve geldboete uit, ook wanneer de vervolging tot vrijspraak heeft geleid.

§ 3. De procureur des Konings beschikt over een termijn van drie maanden, te rekenen van de dag van de ontvangst van het proces-verbaal, om van zijn beslissing kennis te geven aan de door de Koning aangewezen ambtenaar.

Ingeval de procureur des Konings van strafvervolgung afziet of verzuimt binnen de gestelde termijn van zijn beslissing kennis te geven, beslist de door de Koning aangewezen ambtenaar overeenkomstig de modaliteiten en voorwaarden die hij bepaalt, of wegens het misdrijf een administratieve geldboete moet worden voorgesteld, nadat de betrokkene de mogelijkheid geboden werd zijn verweermiddelen naar voor te brengen.

§ 4. De beslissing van de aangewezen ambtenaar is met redenen omkleed en bepaalt het bedrag van de administratieve geldboete die niet lager mag zijn dan de helft van het minimum van de geldboete bepaald door de overtreden wettelijke bepaling, noch hoger dan het vijfvoudige van dit minimum.

Nochtans worden deze bedragen altijd vermeerderd met de opdecimen vastgesteld voor de strafrechtelijke geldboeten.

Bovendien worden de expertisecosten ten laste gelegd van de overtreder.

In voorkomend geval kan het bedrag van de administratieve boete worden vermeerderd met het bedrag dat overeenkomt met het economisch voordeel van de overtreding.

§ 5. Bij samenloop van misdrijven worden de bedragen van de administratieve geldboeten samengevoegd, zonder dat deze samen hoger mogen zijn dan het dubbel van het maximumbedrag bedoeld in § 4.

§ 6. De beslissing bedoeld in § 4 van dit artikel wordt aan de betrokkene bekendgemaakt bij een ter post aangetekende brief samen met een verzoek tot betaling van de boete binnen de door de Koning gestelde termijn. Deze kennisgeving doet de strafvordering vervallen; de betaling van de administratieve geldboete maakt een einde aan de vordering van de administratie.

§ 7. Blijft de betrokkene in gebreke om de geldboete en de expertisecosten binnen de gestelde termijn te betalen, dan vordert de ambtenaar de veroordeling tot de geldboete en de expertisecosten voor de bevoegde rechtbank. De bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid die van het vierde deel, boek II en boek III, zijn van toepassing.

§ 8. Geen administratieve geldboete kan worden opgelegd vijf jaar na het feit dat een bij deze wet bedoeld misdrijf oplevert.

De daden van onderzoek of van vervolging verricht binnen de in het eerste lid van deze paragraaf gestelde termijn stuiten de loop ervan.

Met die daden begint een nieuwe termijn van gelijke duur te lopen, zelfs ten aanzien van personen die daarbij niet betrokken waren.

§ 9. De Koning bepaalt de procedureregelen die toepasselijk zijn op de administratieve geldboeten.

De administratieve geldboeten worden gestort, naargelang de overtreding, op ofwel het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, ofwel het Landbouwfonds, ofwel het Fonds voor de productie en de bescherming van planten en plantaardige producten van het Ministerie van Middenstand en Landbouw.

§ 10. De rechtspersoon, waarvan de overtreder orgaan of aangestelde is, is eveneens aansprakelijk voor de betaling van de administratieve geldboete. ».

Art. 27. Un article *8bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. *8bis*. Les agents de l'autorité visés à l'article 5 peuvent, par mesure administrative, procéder à la saisie conservatoire de produits ainsi que de moyens de production dont ils présument qu'ils ne correspondent pas aux dispositions d'exécution de la présente loi.

La durée de cette saisie conservatoire ne peut dépasser trente jours. Cette saisie conservatoire est levée par décision de l'agent de l'autorité qui y a procédé, par l'expiration du délai ou par la saisie prévue à l'article 9. ».

Art. 28. A l'article 9 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1^{er} les mots « ainsi que les moyens de production » sont insérés après les mots « les produits ».

2° Aux dispositions actuelles qui formeront le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Les agents de l'autorité visés à l'article 5, peuvent diriger le bateau de pêche pris en flagrant délit vers un port belge aux fins d'engager immédiatement des poursuites et, si cela s'avère nécessaire, mettre le bateau de pêche à la chaîne aux frais et risques de son propriétaire ou de son exploitant.

Le bateau de pêche mis à la chaîne, est immédiatement relâché en échange du dépôt par le propriétaire ou l'exploitant d'une caution fixée par l'agent verbalisant.

La caution sera versée entre les mains de l'agent verbalisant qui la consignera au bureau de l'enregistrement dans le ressort duquel se trouve le tribunal compétent.

Les produits de la pêche maritime saisis lorsque le bateau de pêche est en mer, peuvent être rejetés à la mer sur intervention des agents de l'autorité visés à l'article 5. ».

CHAPITRE VI. — *Modification de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux*

Art. 29. L'article 20, alinéa 1^{er}, de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux est remplacé par la disposition suivante :

« Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les infractions aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution sont recherchées et constatées par les agents judiciaires auprès des parquets, par les membres de la gendarmerie, par les agents de la police communale, par les fonctionnaires et agents du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, désignés par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions, par les médecins vétérinaires agréés désignés par le Ministre, par les agents de l'administration des Douanes et Accises, par les vétérinaires-fonctionnaires de l'Institut d'Expertise vétérinaire dans le cadre de leurs missions en abattoir, ainsi que par les autres agents ou fonctionnaires désignés par le Roi. ».

Art. 30. Un article *20bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. *20bis*. Lorsqu'une infraction à la présente loi ou à un de ses arrêtés d'exécution est constatée, les agents de l'autorité visés à l'article 20 de la présente loi peuvent adresser au contrevenant un avertissement le mettant en demeure de mettre fin à cette infraction.

L'original de l'avertissement est envoyé au contrevenant dans les quinze jours de la constatation de l'infraction.

L'avertissement mentionne :

a) les faits imputés et la ou les dispositions légales enfreintes;

b) le délai dans lequel il doit y être mis fin;

c) qu'au cas où il n'est pas donné suite à l'avertissement, un procès-verbal sera dressé et transmis au procureur du Roi. ».

Art. 27. Een artikel *8bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. *8bis*. De overheidspersonen bedoeld in artikel 6 kunnen, bij administratieve maatregel, bewarend beslag leggen op producten alsmede op productiemiddelen waarvan zij vermoeden dat zij niet beantwoorden aan de bepalingen van een krachtens deze wet genomen besluit.

De duur van dit bewarend beslag mag dertig dagen niet overschrijden. Dit bewarend beslag wordt gelicht bij beslissing van de overheids-persoon die het heeft gelegd, door het verstrijken van de termijn of door het beslag voorzien bij artikel 9. ».

Art. 28. In artikel 9 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « alsmede de productiemiddelen » ingevoegd tussen de woorden « de producten » en « in beslag nemen ».

2° Aan de huidige bepalingen die § 1 vormen, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De overheidspersonen bedoeld in artikel 5, mogen bij betrapting op heterdaad vissersvaartuigen naar een Belgische haven opbrengen met het doel onmiddellijk een vervolging in te stellen en, als zulks nodig mocht blijken, het vissersvaartuig voor rekening en op risico van de eigenaar of exploitant aan de ketting leggen.

Het aan de ketting gelegd vissersvaartuig wordt onmiddellijk vrijgegeven in ruil voor het stellen, door de eigenaar of de exploitant, van een borgtocht vastgesteld door de verbalisant.

De borgtocht dient te worden betaald in handen van de verbalisant die hem in bewaring geeft bij het registratiekantoor in welks ambtsgebied zich de bevoegde rechtbank bevindt.

De zeevisserijproducten die op zee in beslag worden genomen mogen terug in zee worden gebracht op tussenkomst van de overheids-persoon bedoeld in artikel 5. ».

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van de diergezondheidswet van 24 maart 1987*

Art. 29. Artikel 20, eerste lid, van de diergezondheidswet van 24 maart 1987 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Onverminderd de ambtsbevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie, wordt overtreding van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten opgespoord en vastgesteld door de gerechtelijke agenten bij de parketten, de leden van de rijkswacht, de ambtenaren van de gemeentelijke politie, de ambtenaren en beampten van het Ministerie van Middenstand en Landbouw, aangeduid door de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft, de erkende dierenartsen door de Minister aangewezen, de ambtenaren van het Bestuur der Douane en Accijnzen, de dierenartsen-ambtenaren van het Instituut voor Veterinaire Keuring, in het kader van hun opdrachten in het slachthuis en ook de andere ambtenaren of beampten aangewezen door de Koning. ».

Art. 30. Een artikel *20bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. *20bis*. Wanneer een overtreding van deze wet of van één van de uitvoeringsbesluiten wordt vastgesteld, kunnen de agenten van de overheid bedoeld in artikel 20 van deze wet een waarschuwing richten aan de overtreder en hem aanmanen een einde te maken aan deze overtreding.

Het origineel van de waarschuwing wordt verstuurd naar de overtreder binnen de vijftien dagen na de vaststelling van de overtreding.

De waarschuwing vermeldt :

a) de ten laste gelegde feiten en de overtreden wettelijke bepaling(en);

b) de termijn binnen dewelke een einde moet komen aan de overtreding;

c) dat, als geen gevolg gegeven wordt aan de waarschuwing, een proces-verbaal zal opgesteld worden en overgezonden naar de procureur des Konings. ».

Art. 31. L'article 22 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 22. Les agents de l'autorité visés à l'article 20 peuvent, par mesure administrative et pour une durée qui ne peut dépasser trente jours, procéder à la saisie conservatoire des animaux ou des biens dont ils présumant la non conformité aux dispositions des arrêtés pris en exécution de la présente loi, aux fins de les soumettre à un examen. Cette saisie conservatoire est levée par décision de l'agent de l'autorité qui a pris les mesures, par expiration du délai ou par la saisie définitive conformément aux dispositions de l'article 21. ».

Art. 32. Dans l'article 23, § 1^{er}, 1°, de la même loi, les mots « de trois mois à un an » sont remplacés par les mots « de quinze jours à cinq ans ».

Art. 33. A l'article 27 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 3, alinéa 1^{er}, les mots « d'un mois » sont remplacés par les mots « de trois mois ».

2° Dans le § 4, alinéa 1^{er}, les mots « inférieur au minimum » sont remplacés par les mots « inférieur à la moitié du minimum ».

3° Dans le § 8, alinéa 1^{er}, le délai « trois ans » est remplacé par le délai « cinq ans ».

4° Un § 10, rédigé comme suit, est inséré :

« § 10. La personne morale dont le contrevenant est l'organe ou le préposé est également responsable du paiement de l'amende administrative. ».

Art. 34. Un article 28bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 28bis. En cas d'infraction aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution, l'Etat belge peut procéder au recouvrement des indemnités fixées en vertu des articles 8, alinéa 2, et 9bis, en se constituant partie civile auprès de la juridiction répressive devant laquelle l'action pénale a été portée. Ce droit peut même être exercé pour la première fois en appel. ».

CHAPITRE VII. — *Modification de la loi du 17 mars 1993 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et de produits végétaux*

Art. 35. L'article 4 de la loi du 17 mars 1993 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux est complété par un 6° rédigé comme suit :

« 6° des amendes administratives visées à l'article 5bis de la loi précitée du 2 avril 1971 et à l'article 8 de la loi précitée du 28 mars 1975. ».

CHAPITRE VIII. — *Modification de la loi du 23 mars 1998 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux*

Art. 36. L'article 5, 8°, de la loi du 23 mars 1998 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux est remplacé par la disposition suivante :

« 8° les recouvrements d'indemnités ou d'avances accordées dans le cadre des lois visées à l'article 4. ».

CHAPITRE IX. — *Agrément et octroi de subventions en vue de la vulgarisation dans des secteurs spécifiques de l'agriculture et de l'horticulture*

Art. 37. En vue de garantir la position concurrentielle des exploitations agricoles et horticoles, notamment par l'amélioration des méthodes de production et par l'amélioration de la qualité des produits agricoles et horticoles, le Roi est autorisé à déterminer les conditions relatives à :

1° la forme juridique, les tâches et le fonctionnement d'associations qui contribuent à la vulgarisation dans des secteurs spécifiques de l'agriculture et de l'horticulture, notamment par l'expérimentation dans les conditions de la pratique des résultats de la recherche scientifique, ainsi que par la démonstration et la communication des conclusions de travaux d'expérimentation;

Art. 31. Artikel 22 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 22. De overheidspersonen bedoeld in artikel 20 kunnen, bij administratieve maatregel en voor een termijn van ten hoogste dertig dagen, bewarend beslag leggen op dieren of goederen waarvan zij vermoeden dat ze niet beantwoorden aan de bepalingen van krachtens deze wet genomen besluiten, teneinde ze aan een onderzoek te onderwerpen. Dit bewarend beslag wordt opgeheven bij beslissing van de overheidspersoon die de maatregelen genomen heeft, door het verstrijken van de termijn of door de definitieve inbeslagneming overeenkomstig de bepalingen van artikel 21. ».

Art. 32. In artikel 23, § 1, 1°, van dezelfde wet worden de woorden « van drie maanden tot één jaar » vervangen door de woorden « van vijftien dagen tot vijf jaar ».

Art. 33. In artikel 27 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 3, eerste lid, worden de woorden « van één maand » vervangen door de woorden « van drie maanden ».

2° In § 4, eerste lid, worden de woorden « lager mag zijn dan het minimum » vervangen door de woorden « lager mag zijn dan de helft van het minimum ».

3° In § 8, eerste lid, wordt de termijn « drie jaar » vervangen door de termijn « vijf jaar ».

4° Een § 10, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« § 10. De rechtspersoon, waarvan de overtreder orgaan of aange-stelde is, is eveneens aansprakelijk voor de betaling van de administratieve geldboete. ».

Art. 34. Een artikel 28bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 28bis. De Belgische Staat kan, in geval van overtreding van de bepalingen van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan, de vergoedingen vastgesteld krachtens de artikelen 8, tweede lid, en 9bis terugvorderen door zich burgerlijke partij te stellen voor het strafrecht waar een strafvordering aanhangig werd gemaakt. Dit recht kan zelfs voor het eerst in hoger beroep worden uitgeoefend. ».

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van de wet van 17 maart 1993 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de productie en de bescherming van planten en plantaardige producten*

Art. 35. Het artikel 4 van de wet van 17 maart 1993 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de productie en de bescherming van planten en plantaardige producten wordt aangevuld door een 6°, luidend als volgt :

« 6° de administratieve geldboeten bedoeld in artikel 5bis van de voornoemde wet van 2 april 1971 en in artikel 8 van de voornoemde wet van 28 maart 1975. ».

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van de wet van 23 maart 1998 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten*

Art. 36. Artikel 5, 8°, van de wet van 23 maart 1998 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 8° de terugvordering van vergoedingen of voorschotten verleend in het kader van de in artikel 4 bedoelde wetten. ».

HOOFDSTUK IX. — *Erkenning en subsidiëring met het oog op de vulgarisatie in deelsectoren van de landbouw en de tuinbouw*

Art. 37. Met het oog op het vrijwaren van de concurrentiekracht van de land- en tuinbouwbedrijven, inzonderheid door het verbeteren van de productiemethoden en door het verbeteren van de kwaliteit van de land- en tuinbouwproducten, wordt de Koning gemachtigd om de voorwaarden te bepalen met betrekking tot :

1° de rechtsvorm, de taken en de werking van verenigingen, die bijdragen tot de vulgarisatie in deelsectoren van de landbouw en de tuinbouw, onder meer door het uittesten onder praktijkomstandigheden van de resultaten van het wetenschappelijk onderzoek, alsmede door het demonstreren en mededelen van de bevindingen van proefondervindelijk werk;

2° l'agrément de et l'octroi de subventions à ces associations.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Session 1997-1998*

Chambre des représentants

Documents. — N° 1 : Projet de loi.
— N°s 2 et 3 : Amendements.
— N° 4 : Rapport.
— N° 5 : Texte adopté par la commission.
— N° 6 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Annales : 17 décembre 1998.

Session de 1998-1999

Sénat

Documents. — N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.
— N° 2 : Projet non évoqué par le Sénat.

2° de erkenning en de subsidiëring van deze verenigingen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 5 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) *Zitting 1997-1998*

Kamer van volksvertegenwoordigers

Gedrukte Stukken. — Nr. 1 : Wetsontwerp.
— Nrs. 2 en 3 : Amendementen.
— Nr. 4 : Verslag.
— Nr. 5 : Tekst aangenomen door de commissie.
— Nr. 6 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Handelingen : 17 december 1998.

Zitting 1998-1999

Senaat

Gedrukte stukken. — Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.
— Nr. 2 : Ontwerp niet geëvoceerd voor de Senaat.

F. 99 — 784

[C - 99/16042]

5 FEVRIER 1999. — Arrêté royal désignant les fonctionnaires et agents, chargés de veiller à l'application du Chapitre Ier du Titre II de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante et réglant le règlement transactionnel

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante, notamment le Chapitre Ier du Titre II;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 avril 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 mai 1998;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 8 mai 1998 relative à la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 août 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie, de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Outre les officiers de la police judiciaire, les agents judiciaires près les parquets, les gendarmes, les agents de la police communale, les fonctionnaires et agents suivants sont chargés de veiller à l'application du chapitre Ier du titre II de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante et des arrêtés d'exécution :

N. 99 — 784

[C - 99/16042]

5 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit tot aanwijzing van de ambtenaren en agenten die worden belast met het toezicht op de toepassing van Hoofdstuk I van Titel II van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap en tot regeling van de minnelijke schikking

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap, inzonderheid op Hoofdstuk I van Titel II;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 april 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 mei 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Ministerraad op 8 mei 1998 betreffende de adviesaanvraag binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 augustus 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie, Onze Minister van Financiën en Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Behalve de officieren van de gerechtelijke politie, de gerechtelijke agenten bij de parketten, de rijkswacht en de gemeentelijke politie, worden de volgende ambtenaren en agenten gelast te waken over de toepassing van hoofdstuk I van titel II van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap en van de uitvoeringsbesluiten :